

## Pas de lait local sans industries locales

Nancy Abeiderrahman (njabeid@gmail.com)

**EXISTE-T-IL UN MODÈLE de transformation et de collecte du lait dominant en l'Afrique de l'Ouest et du Sahel ? Comment se positionnent les minilaiteries face aux multinationales ? Sont-ce des réponses suffisantes face à la demande croissante ? Cet entretien revient notamment sur l'expérience de l'entreprise Tiviski, en Mauritanie.**

► Nancy Abeiderrahman est ingénieure, d'origine britannique, devenue mauritanienne par mariage en 1969. Elle a lancé l'entreprise privée Tiviski en 1989 afin d'acheter et de commercialiser le lait des éleveurs (en premier lieu du lait pasteurisé de chamelle).

► Pour en savoir plus : « Du lait dans le désert – Pourquoi pas ? », de Nancy Jones Abeiderrahmane, 2014

► Site internet de Tiviski : [www.tiviski.com](http://www.tiviski.com)

**GRAIN DE SEL :** *Quels sont les différents modèles de transformation du lait en Afrique de l'Ouest ?*

**NANCY ABEIDERRAHMANE :** La région est vaste mais dans l'ensemble le lait des vaches locales est soit autoconsommé par les familles d'éleveurs ou leurs voisins, soit vendu cru en l'état, soit vendu après une transformation artisanale par des minilaiteries ou coopératives, souvent en incorporant de la poudre, soit enfin livré à des unités industrielles de taille moyenne.

Les grandes unités industrielles multinationales n'utilisent pratiquement que la poudre importée, malgré quelques tentatives de collecte, comme Nestlé au Sénégal dans les années 80 ou Friesland Campina au Nigéria.

**GDS :** *Entre les minilaiteries et les grandes multinationales laitières, il existe donc des entreprises nationales de transformation du lait ?*

**NA :** Oui, une timide industrie laitière a été lancée par quelques entrepreneurs locaux après l'échec de tentatives d'industries laitières étatiques suite aux indépendances, utilisant principalement la poudre importée mais s'approvisionnant aussi en lait cru local.

Il faut mettre en rapport la production de ces usines, limitée à quelques dizaines de milliers de litres par jour, avec celle des usines européennes traitant des centaines de milliers, voire des millions de litres par jour.

Dans toute la Cedeao, il y a moins d'une vingtaine de ces moyennes industries. Certaines, comme Kirène ou Eurolait, sont relativement grandes et ne collectent que symboliquement. D'autres, plus petites, réceptionnent quelques milliers de litres de lait cru par jour, en y ajoutant souvent du lait reconstitué pour atteindre un volume rentable. Certaines élaborent avec la poudre importée des produits fermentés traditionnels, comme Jaboot au Sénégal.

**GDS :** *Quel modèle de transformation du lait domine dans la région ?*

**NA :** En termes de quantité transformée et vendue, le modèle dominant est l'industrie à base de poudre, voire le simple ré-ensachage de poudre importée. En nombre d'acteurs c'est sans doute la transformation artisanale qui prévaut.

Mais la situation est très différente selon les pays. Les pays côtiers plus urbanisés comme le Nigéria et le Sénégal attirent des multinationales qui y écoulent les excédents européens de poudre, tandis que les pays enclavés comme le Niger ou le Burkina Faso consomment davantage de lait local.

Le cas de la Mauritanie est assez particulier, dans la mesure où plusieurs industries moyennes ont emboîté le pas de Tiviski, réceptionnant quotidiennement quelques dizaines de milliers de litres de lait pastoral local.

**GDS :** *Quelle part de la demande nationale est couverte par chacun de ces acteurs ?*

**NA :** Les statistiques étant souvent fictives ou inexistantes, le Cirad a tenté d'élucider cette question. Le lait importé couvrirait 38 % de la demande nationale, le lait cru local transformé dans des industries nationales en représenterait une part insignifiante et le lait vendu par les minilaiteries et coopératives avoisinerait 2 ou 3 % de cette demande. Le lait autoconsommé ou vendu directement par les producteurs représenterait 60 % de la consommation nationale.

La réalité sur le terrain est complexe et différente selon les pays. Si on considère seulement le lait frais local, plus de 90 % serait commercialisé cru (frais ou fermenté) dans le secteur traditionnel et informel, étant donné le manque d'électricité, de routes et d'eau propre.

**GDS :** *Pourquoi les grandes laiteries industrielles ne s'approvisionnent-elles pas plus auprès des éleveurs nationaux ?*

**NA :** Depuis des décennies, certains acteurs (ONG, ONU), idéologiquement hostiles au « secteur privé », ont déployé de grands efforts pour empêcher les éleveurs de fournir du lait aux industries. Inspiré par le succès des coopératives en Europe, le souhait (louable) de maîtriser toute la filière et vendre directement aux consommateurs a conduit à la prolifération de coopératives et de minilaiteries, souvent non rentables sans soutiens extérieurs, voire n'ayant pour objet que de capter ces soutiens. En réalité, la valeur ajoutée est réduite au minimum et les éleveurs trouvent un intérêt comparatif à se présenter comme pauvres et assistés malgré leur capital considérable.

Les éleveurs ont une idée non réaliste du prix du lait, renforcée par des consommateurs urbains prêts à payer 1 euro le litre de lait cru, voire plus. Tout cela a freiné le développement d'une industrie locale car les usines ont des difficultés à acheter le lait local en restant rentables. Aucune étude ne semble évoquer le coût de revient réel du lait pastoral ou l'avantage pour les éleveurs de livrer davantage de lait à une usine plutôt que d'en vendre un peu sur le bord de la route.

Les vrais marchés sont dans les villes. Pour les atteindre il faut conditionner le lait et donc le pasteuriser ou le transformer en produits pouvant sup-



Réception du lait au centre de collecte de Tiviski à Boghé, Mauritanie

porter le transport et le délai de vente. C'est le rôle de l'industrie.

**GDS :** *Comment les industries laitières pourraient-elles davantage s'approvisionner auprès des éleveurs nationaux ?*

**NA :** Dans les conditions actuelles de qualité, quantité et mobilité, la production laitière des éleveurs transhumants n'est pas vraiment compatible avec les grandes industries laitières. Pour valoriser cette ressource, le meilleur outil est une petite/moyenne industrie locale achetant le lait directement aux éleveurs. Pas une minilaiterie mais une industrie de proximité, capable de gérer sagement la réception de centaines de bidons contenant quelques litres de lait. À défaut, un réseau de centres de collecte drainant le lait vers les usines peut être une solution, mais cela pose des problèmes de gestion de la qualité. Dans les deux cas, c'est laborieux et coûteux.

Je crois que l'expérience de Tiviski est intéressante, dans la mesure où elle a abouti à la livraison quotidienne de dizaines de milliers de litres de lait depuis 29 ans par des éleveurs intégralement mobiles. Pourtant si l'exemple a été copié en Mauritanie il peine à se répandre dans les autres pays.

**GDS :** *Quels types de partenariats faudrait-il envisager entre éleveurs et industriels afin d'augmenter la collecte de lait local ?*

**NA :** Il n'est pas utile d'introduire des notions non économiques dans ce qui doit être une relation de marché. Penser que les industriels doivent payer le double ou le triple du prix mondial et en plus financer des prestations (soins vétérinaires, aliment, etc.) fait fi des réalités économiques. Quand on demande à ces industriels pourquoi ils collectent du lait, ils expriment davantage une foi entrepreneuriale et « patriotique » qu'un calcul financier. Or, les industriels, qui par souci de qualité ou par des considérations sociales, veulent acheter du lait local sont pris entre le marteau du bas prix du lait importé et l'enclume des exigences d'éleveurs éparpillés, mobiles, peu instruits, réticents et rarement ponctuels ; le tout face à

des consommateurs qui font souvent plus confiance aux produits importés.

Il faudrait déployer bien plus d'efforts pour que les éleveurs comprennent la notion de compétitivité et les contraintes des industriels (investissements, coûts de fonctionnement et distribution). Industriels et éleveurs doivent sans doute pouvoir négocier des prix viables en tant qu'opérateurs économiques devant s'en sortir.

**GDS :** *Est-il possible d'imaginer une augmentation de la collecte de lait local tant que la poudre de lait reste aussi peu chère ?*

**NA :** Ce sera difficile. Les gouvernements doivent prendre conscience de l'importance économique et sociale du lait local et surtout de la transhumance, qui doit être modernisée pour être viable : par exemple avec des réseaux de communication efficaces, des dispensaires mobiles (humains et vétérinaires), des écoles mobiles, des infrastructures de parcours, et surtout en n'insistant pas pour sédentariser les nomades !

D'une part, les États ont le droit et le devoir de protéger leurs secteurs économiques sensibles, si nécessaire en taxant ou limitant les importations de lait. D'autre part, ils doivent éduquer les citoyens : reconnaissant les vertus du lait frais, établir et appliquer des règlements sur l'étiquetage des produits, pour avertir les consommateurs de la différence entre le lait frais et le lait en poudre reconstitué. Gouvernants et industriels pourraient collaborer pour créer des lignes de produits au lait frais local, à forte valeur ajoutée, qui bénéficieraient de protections tarifaires et avantages fiscaux : yaourts, fromages frais, crème fraîche, beurre, fromages, etc. Certes, ces produits s'adressent à une clientèle urbaine avec chaîne de froid, mais il faut bien commencer quelque part.

La politique préconisant le lait en poudre importé pas cher pour les populations pauvres est le piège fondamental du court terme qui pérennise le sous-développement. Sans valeur ajoutée, pas d'emploi ni de développement. Sans industrie agro-alimentaire, le secteur rural stagnera dans la subsistance. ■